

# Face à l'énergie chère, la sidérurgie lorraine plie, mais ne rompt pas

Certaines entreprises ne produisent qu'un jour par semaine, d'autres une semaine par mois. Leurs performances économiques sont dégradées. Elles piochent dans leur trésorerie pour ne pas augmenter les prix. Toutes ne se remettront pas. En Lorraine, berceau historique de la sidérurgie, les entreprises et les salariés tentent de s'adapter.

Texte : Audrey Fisné-Koch

**N**ovembre 2022. Six heures. Nathan<sup>1</sup> prend son poste, ce samedi matin. Il est agent d'aciérie depuis deux ans à Ascométal, à Hagondange (Moselle). Le jeune homme de 22 ans a l'habitude de « faire les trois-huit », mais aujourd'hui, il ne finira pas sa journée à 14 heures. Il pointera à 18 heures. Ces derniers week-ends, Nathan enchaîne : 12 heures de travail, 12 heures de repos. « Quand je rentre, je dors direct. Je n'ai plus de vie sociale. Je n'ai plus la force de faire quoi que ce soit. Même manger, c'est difficile. »

Ces horaires exceptionnels ont commencé deux mois plus tôt, en septembre. Le groupe sidérurgique a calqué sa production sur les prix de l'énergie, pour faire des économies. Dans la région, cet hiver, ce n'est pas la seule entreprise à avoir fait ce choix.

La sidérurgie (c'est-à-dire, les techniques de fabrication du fer et de ses alliages, dont le plus courant est l'acier) est très présente en Lorraine, région historiquement industrielle. La difficulté, c'est que dans ce secteur, la fabrication est énergivore. Produire, forger ou faire fondre un métal demande une quantité importante d'énergie que l'on peut difficilement réduire : « On ne peut pas baisser le point de fusion d'un morceau d'acier, qui se trouve à 1 450 degrés. Et pour atteindre cette température, il faut des fours, alimentés par de l'électricité ou du gaz », explique Wilfrid Boyault, directeur général de la Fédération forge fonderie.

Pour les 150 entreprises membres de ce syndicat patronal, la récente hausse des prix de l'énergie a provoqué des surcoûts importants : « En 2019, avant la crise, les dépenses énergétiques représentaient entre 3,5 % et 5 % du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, elles atteignent entre 10 % et 15 %. » C'est pourquoi plusieurs firmes ont cherché à faire des économies.

## Les yeux rivés sur les tarifs de l'énergie

À une quinzaine de kilomètres d'Ascométal, le géant de la sidérurgie ArcelorMittal – connu pour la fermeture de ses hauts-fourneaux en 2012 – a aussi modifié sa production. Les lignes les plus énergivores tourment, depuis presque six mois, les nuits ou les week-ends, pour profiter des tarifs d'énergie plus bas. Seul un four sur deux est allumé. Et certains jours, des lignes sont carrément arrêtées : « Quand les prix atteignent un pic, la direction estime que ce n'est plus rentable. On ne connaît pas le seuil précis, mais c'est comme les prévisions météo : on a les yeux rivés sur les tarifs », raconte Jérôme Baron, secrétaire adjoint de la CFDT et opérateur depuis 17 ans à Florange. Conséquence : « Comme on produit moins, on réduit les équipes. De cinq, on est passés à quatre. Un système de chômage partiel a été mis en place pour les salariés qui ne peuvent pas travailler, complète Lionel Burriello, délégué CGT. Si le prix de l'énergie est trop élevé, du jour au lendemain, on peut appeler un collaborateur et lui dire de rester chez lui puisque sa ligne ne tourne pas. »

Adapter la production en fonction des coûts énergé-



Acierie ArcelorMittal à Dunkerque, en janvier 2023, lors de la visite de Roland Lesueur, ministre de l'Industrie.

## « DES EFFORTS POUR L'ENTREPRISE, LES SALARIÉS SONT PRÊTS À EN FAIRE AU QUOTIDIEN. MAIS EN CES TEMPS D'INFLATION, LA QUESTION DU POUVOIR D'ACHAT RESTE DANS TOUTES LES BOUCHES. »

tiques? « Oui, mais encore faut-il que le climat social le permette », répond Wilfrid Boyault, de la Fédération forge fonderie. À Ascométal, comme à Arcelor, des dialogues sociaux ont eu lieu. « Des efforts pour l'entreprise, les salariés sont prêts à en faire au quotidien. Mais en ces temps d'inflation, la question du pouvoir d'achat reste dans toutes les bouches », tient à souligner Lionel Burriello. À Florange, l'entreprise utilise le système d'Activité partielle de longue durée (APLD). Comme pendant la crise du Covid-19, il permet de préserver les emplois tout en réduisant durablement l'activité. « Environ 82,5% de la rémunération nette des salariés en chômage partiel sont

pris en charge par l'État. On a demandé à ArcelorMittal de mettre au moins 10% supplémentaires, mais la direction refuse, complète Jérôme Baron, de la CFDT. Or, avec la hausse générale des prix, de plus en plus de salariés ont du mal à finir le mois. Un euro, c'est un euro. » Les deux représentants syndicaux assurent qu'au vu des résultats, « ArcelorMittal aurait pu faire l'effort, il y a de la marge ». Chez Ascométal, quand Nathan travaillait 12 heures d'affilée, fin 2022, son salaire a augmenté de 400 euros net. Mais qu'en est-il pour les autres entreprises de la région? Certaines ont fait le choix d'arrêter de produire un jour par

»»

# « En deux ans, la facture énergétique a doublé pour les industriels français »

© Studio Falour/La Fabrique de l'industrie



**VINCENT CHARLET** est économiste, délégué général du think tank La Fabrique de l'industrie et auteur de plusieurs rapports sur les conséquences de la crise énergétique pour l'industrie française.

## À l'échelle nationale, quelles sont les conséquences de la hausse des prix de l'énergie sur l'industrie ?

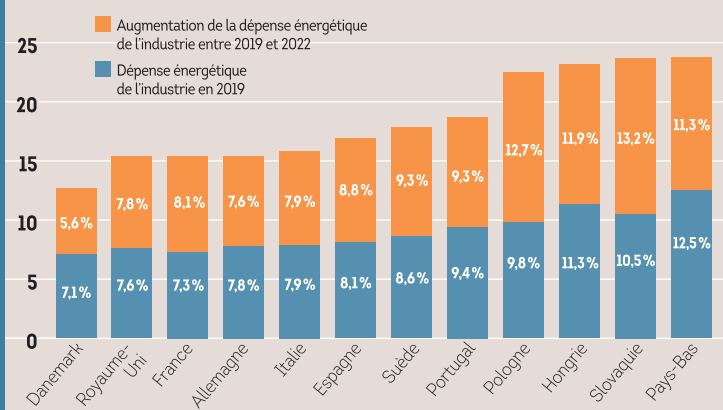
La réponse diffère selon la position de l'entreprise sur la chaîne de valeur. En amont des chaînes de valeur se trouvent de grands industriels qui fabriquent les matériaux de base (acier, verre, ciment, etc.). Pour eux, qui consomment le plus d'énergie et émettent la plupart des émissions de CO<sub>2</sub>, la facture est salée et la crise énergétique remet fortement en question leur équilibre économique. Ils pourraient choisir d'aller investir sur d'autres continents, là où l'énergie est moins chère. Pour les Petites et moyennes entreprises (PME) et les Entreprises de taille intermédiaire (ETI), la délocalisation n'est pas une option, les risques de défaillance pèsent plus lourd. Pour certaines, la hausse des dépenses énergétiques remet en cause leur survie.

En aval des chaînes de valeur, c'est-à-dire au stade des produits finis, les dépenses énergétiques sont sensiblement plus basses et il est plus facile, pour les entreprises concernées, de répercuter les coûts sur les clients. Mais si toute leur chaîne de valeur se fragilise, ces firmes pourraient alors se tourner vers d'autres fournisseurs. En 2019, avant la crise que nous traversons, la totalité de l'énergie nécessaire à la production de l'industrie française représentait 8% de son chiffre d'affaires. Et en moins de deux ans, la facture énergétique a doublé.

**On parle beaucoup de sobriété et d'efficacité énergétique. Cette crise oblige-t-elle les acteurs in-**

## La France souffre, mais moins que les autres

En part du chiffre d'affaires de l'industrie en 2019



Source : L'industrie face aux prix de l'énergie. C. Mimi et M. Bordignon. La Fabrique de l'industrie, 2022

## dustriels français à innover ?

Dans cette crise, on enchaîne des périodes où les prix de l'énergie flambent, puis retombent pendant six mois. On a craint des coupures qui n'ont pas eu lieu, grâce à un hiver doux. C'est le règne du court terme. Donc les industriels ont eu assez de visibilité pour lancer de gros efforts de transformation de leurs procédés industriels. Certains ont innové (dans l'isolation des bâtiments, etc.), mais les mouvements sont encore très lents. Aujourd'hui, j'entends beaucoup moins parler d'efforts de sobriété énergétique que de risques de défaillance pour les petites firmes et de délocalisation pour les plus grands groupes.

## Pour limiter l'inflation des prix de l'énergie, certains appellent à sortir du marché européen de l'énergie. Serait-ce une solution ?

Tout d'abord, l'expression « marché européen » est un abus de langage, car il y a un marché par État. Tous ces marchés sont interconnectés et suivent un certain nombre de

règles communes, mais chaque pays reste souverain : il choisit par exemple de sortir du nucléaire ou d'investir dans telle ou telle capacité de production, etc. Hors crise, cette interconnexion des marchés est un principe vertueux puisqu'elle permet à la France d'exporter de l'électricité. Un excédent non négligeable dans nos échanges extérieurs. Ce système interconnecté, plus stable jusqu'à aujourd'hui qu'il y a 30 ou 40 ans, permet de produire, d'éviter les black-out et de vendre notre électricité. Mais il faut distinguer cette question d'une autre : quel mécanisme doit-on utiliser pour fixer le tarif du kilowattheure (kWh) ? Car avec la crise, ce système est parti en roue libre. Il n'y a en effet aucun moyen de contrôle efficace pour maintenir les prix. Ce marché fonctionne sur l'idée que, comme par magie, le système va se stabiliser autour d'un prix raisonnable de marché. C'est faux. Il faut que les 27 parviennent à se mettre d'accord pour convenir d'un moyen de contrôle.



© Fred MARVAUX/REA

Les hauts-fourneaux d'ArcelorMittal, à Hayange, sont à l'arrêt depuis 2012, mais sur le site, certaines activités ont été maintenues.

>>>

semaine, d'autres une semaine par mois, si le carnet de commandes le permet. Pour Olivier Colin, conseiller énergie-efficacité énergétique à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Grand Est qui rencontre chaque jour des dirigeants lorrains, le constat est sans appel : « Des entreprises ne se remettent pas de cette crise énergétique. Les performances économiques des firmes sont dégradées. Elles piochent dans leur trésorerie. Certaines vont fermer. »

### Le spectre des délocalisations

Pour le moment, ces sociétés tentent de limiter la casse, en rognant, si elles le peuvent, sur leurs marges. D'autres répercutent les surcoûts énergétiques sur leurs prix. Mais cette option a des limites. Ce que nous confirme le directeur général d'une entreprise de forge : « La crise énergétique nous met sous tension et nous force à augmenter les prix de vente significativement, au risque de perdre des clients qui peuvent s'approvisionner en dehors de l'Europe. » C'est là une crainte majeure des acteurs de la sidérurgie : perdre leurs clients durablement. Ne plus être compétitifs. Au niveau mondial, la concurrence est féroce. « Les clients peuvent accepter de payer un peu plus, mais au bout d'un moment, ils vont aller voir ailleurs. En Turquie ou en Inde », alerte Wilfrid Boyault, de la Fédération forge fonderie. « Cette crise est en train de grever dangereusement la compétitivité de notre industrie française », complète Olivier Collin, de la CCI Grand Est. Et les aides de l'État ? Elles sont limitées, illisibles pour certaines et vraiment insuffisantes, répondent les deux spécialistes. Si bien que les grands groupes sont tentés de déplacer leur production là où l'énergie est moins chère. « Et en Lorraine, on ne connaît que trop bien les délocalisations des industries. » Le bassin industriel fait partie des régions qui ont été les plus touchées par les délocalisations et les fermetures. La Providence Réhon, Lorfonde, UCPMI... À partir des années 1970, on ne compte plus les usines sidérurgiques qui ont cessé leur activité.

« LES PRIX ÉLEVÉS DES ÉNERGIES PERMETTENT D'AVOIR DES TEMPS DE RETOUR SUR INVESTISSEMENTS PLUS COURTS. DES PROJETS QUI N'ÉTAIENT PAS RENTABLES IL Y A DEUX ANS LE SONT AUJOURD'HUI! »

Le seul « point positif » de cette crise ? Elle pourrait peut-être servir d'électrochoc aux entreprises pour réduire leur consommation d'énergie : « En appliquant d'abord de la sobriété énergétique, c'est-à-dire limiter les fuites d'air ou les pertes de chaleur des fours. En veillant ensuite à l'efficacité énergétique, c'est-à-dire investir dans des dispositifs qui permettent d'économiser de l'énergie (éclairage LED, détecteurs, etc.) », suggère Olivier Collin<sup>2</sup>, qui veut voir le verre à moitié plein. « Les prix élevés des énergies permettent d'avoir des temps de retour sur investissements plus courts. Des projets en faveur de la transition énergétique qui n'étaient pas rentables il y a deux ans le deviennent aujourd'hui! ».

### Tout pour l'efficacité énergétique

Hélas, toutes les entreprises n'ont pas la même maturité sur le sujet sur les questions de transition. « Pourtant, c'est aussi à elles de prendre leurs responsabilités, assure le conseiller de la CCI Grand Est. Elles ne doivent pas tout faire reposer sur les aides de l'État et bien comprendre que nous sommes entrés dans "l'ère de l'énergie chère". Cela va leur demander de s'adapter. » De retour à Hagondange, Nathan profite de son dernier week-end de repos. Depuis décembre, il a repris les trois-huit normaux, mais Ascométal a pris du retard dans sa production. Pour honorer les commandes, l'entreprise a décidé de doubler les effectifs les week-ends. « Obligés de s'adapter... » ●

1. Le prénom a été modifié.

2. Olivier Collin parle ici de la démarche négaWatt qui s'organise en trois priorités : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique sur l'offre et sur la demande, puis le développement des énergies renouvelables.

### DANS LE PROGRAMME DE PREMIÈRE ET DE TERMINALE SES

- Première, chapitre « Comment les entreprises sont-elles organisées et gouvernées ? »
- Terminale, chapitre « Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ? »